

La généalogie des structures des directions centrales (DAC)

du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), de 1715 à nos jours

Un exemple appliqué d'économie de la connaissance en histoire moderne et contemporaine

par **Arnaud Berthonnet**, historien d'entreprise et éditeur¹,
docteur en histoire économique et sociale de l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV)



Hôtel de Roquelaure, dit aussi Hôtel Molé,
246, boulevard Saint-Germain 75006 Paris.
Construit entre 1722 et 1733, cet hôtel particulier
devient le siège du Conseil d'État en 1832. En 1839,
il est affecté au ministère des Travaux publics.
C'est, aujourd'hui, l'hôtel
du Ministère de l'Écologie, du Développement
durable, des Transports et du Logement, dont les
services sont situés avenue de Ségur
et dans l'Arche de la Défense.

Réalisation de l'étude et de sa valorisation numérique : 2008-2011

Responsable de l'étude et de son développement :

Arnaud Berthonnet, en collaboration avec le Secrétariat du comité d'Histoire du MEDDTL, qui l'a chargé de conduire cette mission.

La commande de l'étude

Elle spécifie que l'étude :

- ★ portera sur l'évolution des structures de l'administration centrale du ministère sur une longue période (1830 à nos jours)².
- ★ est destinée à être communiquée sur l'internet ; ce qui permettra à la fois,
 - une lecture simplifiée d'une masse d'informations complexe pour tous, institutionnels et chercheurs ;
 - et des mises à jours rapides et simples.

La réalisation de l'étude

Elle privilégie trois axes principaux :

- description des structures administratives ;
- biographies d'acteurs ;
- synthèses historiques.

Elle repose sur des sources d'information, et des modalités de traitement de ces sources :

- une écriture de textes à partir de dictionnaires, Who's Who, base de données, etc. pour les biographies d'acteurs ;
- la numérisation d'informations à partir des annuaires des administrations successives qui font partie de la généalogie du MEDDTL (source devenue rare au sein du ministère).

La restitution de l'étude sur Internet

Pour l'élaboration de cette phase, le commanditaire qui est le Secrétariat du comité d'Histoire du MEDDTL a fait intervenir des services partenaires, compétents dans le domaine de l'informatique, et surtout de l'informatique documentaire :

- le bureau des systèmes d'information (BSI) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ;
- la mission de la politique documentaire du MEDDTL ;
- le Point d'appui national documentaire (PANDOC) du Centre d'études techniques de l'Équipement (CETE) Nord-Picardie³.

C'est le PANDOC, mandaté pour cette phase, qui propose :

- les modalités du traitement de l'information ;
- un accompagnement pour ce traitement ;
- l'hébergement du site de développement.

Le projet de généalogie des DAC du MEDDTL se situe donc à l'interface entre une nécessité d'histoire institutionnelle exprimé par l'Administration et des recherches universitaires qui répondent à des logiques propres de valorisation. De ce fait, il met en lumière les synergies et tensions qui résultent du dialogue entre des spécialistes aux environnements professionnels distincts.

Depuis trois siècles, l'Administration française a connu des transformations importantes de ses structures pour des causes multiples et de nature différente qui se sont accélérés ces dernières années. Le ministère de l'Écologie, du Dévelop-

pement et de l'Aménagement durables⁴ qui a succédé en mai 2007 au ministère de l'Équipement constitue l'un des meilleurs exemples de la mutation des structures administratives de notre pays. La création de ce grand ministère, plus encore que celle du ministère de l'Équipement créé en janvier 1966⁵, marque un tournant dans l'histoire administrative de la France. Aux domaines de compétences très larges, ce ministère forme une entité à géométrie variable au poids économique, social et humain considérable. C'est dans ce cadre de recherche que le comité d'Histoire de ce dit ministère a décidé d'étudier précisément l'évolution de ses structures administratives sur le très long terme, du début du XVIII^e siècle à nos jours.

¹ www.insiglo.com

² Il a été décidé au cours de la mission de faire débiter cette recherche en 1715. À cette date, la Monarchie se dote d'un premier service centralisé de techniciens, l'ancêtre du corps des Ponts et Chaussées. Pour rappel, Henri IV a créé en 1599 l'office de grand voyer de France qu'il a confié à Sully. En 1747, Daniel-Charles Trudaine (1703-1769) fonde l'École Royale des Ponts et Chaussées dont le premier directeur est Jean Rodolphe Peronnet (1708-1794). Petot Jean, Histoire de l'administration des Ponts et Chaussées 1599-1815, Librairie Marcel Rivière, 1958, 522 p.

³ Sous la direction de Catherine Bettocchi, chargée d'études documentaires au PANDOC.

⁴ Depuis le début de cette mission en janvier 2008, cette entité est devenue, le 19 mars 2008, le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT) et, le 14 novembre 2010, le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL). Comparé au précédent de Jean-Louis Borloo, le ministère de Nathalie Kosciusko-Morizet perd l'énergie et l'aménagement du territoire. Le premier est confié à Eric Besson, en charge également de l'industrie et de l'Économie numérique, le second revient à Bruno Lemaire, ministre de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité.

⁵ Ce dernier avait pris la suite des ministères des Travaux publics et de la Construction.



Louis Antoine de Pardaillan de Gondrin (1665-1736), duc d'Antin, Directeur général des Bâtiments du Roi, de 1708 à 1736. Très bon administrateur, il supervise notamment les travaux de Versailles. Portrait vers 1710. Atelier d'Hyacinthe Rigaud. Château de Versailles

Cet exemple de recherche appliquée de numérisation de données historiques sur la longue durée et l'exploitation et la valorisation des données produites et restituées dans le cadre d'un site internet ad hoc constitue un authentique projet d'économie de la connaissance ou économie de l'immatériel⁶. Cette production de données ouvre des perspectives plus larges et nouvelles d'études sur les fondements et l'évolution d'une administration telle que celle étudiée dans ce projet. Cette création de savoir, donc de richesses, sur les structures de fonctionnement d'un ministère qui a couvert jusqu'à un quart du périmètre administratif de notre pays, modèle un outil de réflexion permettant de maîtriser l'avenir

d'une telle entité publique à la croisée des chemins depuis trois ans. En effet, le ministère de l'Équipement s'est transformé en un grand ministère, celui de l'Écologie et du Développement durable aux larges compétences.

Ambitieux sur la période historique traitée et pionnier dans ces premiers résultats, ce projet de création de valeur immatériel a été néanmoins réalisé avec des moyens très limités en matière humaine, donc financière. S'il faut prendre en compte ces facteurs avant toute critique de fonds, il convient également de remercier le ministère par son comité d'Histoire d'avoir eu le mérite de lancer cette étude, d'avoir suivi minutieusement son élaboration et de valoriser maintenant les résultats obtenus⁷. D'autres ministères ont tenté de réaliser la même mission sans que résultats probants sortent de leur réflexion. C'est pour cette raison que cette construction intellectuelle dont l'objectif est de produire et de partager le savoir avec le plus grand nombre est un projet plus d'expérimentation dans sa conception que définitive dans sa production. Des lacunes existent sur certains points, les acteurs associés à ce travail en ont tous conscience, et le projet doit évoluer avec sa mise en ligne et la consultation des internautes et les premiers retours.

De ce fait, le comité d'Histoire et Arnaud Berthonnet sont prêts à répondre aux critiques méthodologiques et autres qui leur seront faites ; celles-ci fondées permettront d'améliorer l'outil, compléter ces insuffisances et serviront utilement à la conception et la réalisation de futurs projets de ce type. Cet article pro-

pose de présenter la « généalogie » de cette étude atypique et unique. Il s'agit d'une présentation de la mission, des préalables validés avant son lancement jusqu'à la production des résultats sur Internet. Il constitue également le premier volet d'un plan communication de la mission dans le but de valoriser et diffuser à tous les résultats.

Les préalables à la mission : pré-étude et cahier des charges

La complexité des structures des Directions d'administration centrale (DAC) et des départements ministériels – dont le MEDDTL est aujourd'hui l'héritier – est certainement la raison principale qui a découragé les chercheurs et universitaires curieux d'étudier cette généalogie et les principaux acteurs de cette histoire. D'autres causes ont freiné les premières recherches fouillées, notamment l'ampleur des missions dévolues à ce ministère et la modification du périmètre de cette administration (*annexe 1*) – même si

⁶ Lévy Maurice et Jouyet Jean-Pierre, *L'économie de l'immatériel. La croissance de demain, Rapport de la commission sur l'économie de l'immatériel remis au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le 4 novembre 2006*, 168 p. www.minofi.gouv.fr/directions_services/sircom/technologies_info/immatériel/immatériel.pdf

⁷ La pré-étude a été commandée par Alain Billon alors que l'étude a été lancée par Alain Monferrand. Successivement secrétaires délégués du comité d'Histoire, le premier a été l'initiateur du projet et le second la clé de voute de la réussite de la mission.



Révolution de 1830. Combat devant l'hôtel de Ville, le 28 juillet 1830, par Jean Victor Schnetz (1787-1870), Musée du Petit Palais à Paris.

Comte Guillaume Capelle (1775-1873) est le premier ministre des Travaux publics, du 19 mai 1830 au 31 juillet 1830. Il signe les ordonnances de Saint-Cloud le 25 juillet 1830 et, trois jours plus tard, doit prendre la fuite, suite à la Révolution, pour gagner l'Angleterre.

pendant longtemps le ministère des Travaux publics a constitué le pilier principal de sa colonne vertébrale (1830-1965). Il y avait un vrai défi à relever pour tous ceux qui étaient associés au projet...

Étant donné l'étendu du champ d'investigation, le comité d'Histoire a décidé de commander une étude préliminaire. Sa motivation dans ce cas était simple : réfléchir à une méthode d'approche et d'élaboration du sujet dans un cadre de travail bien déterminé avant d'entreprendre une

mission de cette ampleur⁸. Réalisée entre décembre 2007 et mars 2008, cette pré-étude a permis d'identifier les sources à utiliser, de préciser le périmètre administratif étudié et de réfléchir à l'exploitation et à la diffusion des résultats par internet⁹. Il s'est bâti autour de la table réunissant les membres du comité d'Histoire une méthodologie d'approche adaptée au projet et à sa réalisation.

Aussi, l'historien chargé de l'étude devait se conformer à un certain nombre d'exigences du dit comité. Ces requêtes épis-

témologiques à suivre étaient au nombre de quatre :

- 1/ Produire un outil d'analyse scientifiquement rigoureux compilant toute l'évolution institutionnelle et administrative des DAC du XVIII^e siècle à nos jours ;
- 2/ Éclairer les grandes étapes de l'évolution des DAC sur trois siècles par des enrichissements historiques annuels ;
- 3/ Rendre accessible cette étude à un large public par l'outil internet dans le cadre dédié aux travaux du comité d'Histoire.
- 4/ Susciter de nouvelles recherches sur le sujet et valoriser au mieux cette mission d'économie de la connaissance.

L'approche choisie se voulant être démonstrative et pragmatique, cette pré-étude s'est appuyée sur des exemples concrets présentés année par année. Il s'est agi ensuite de présenter le projet au conseil scientifique du comité d'Histoire et de le défendre devant ses membres. Cette première étape indispensable pour la suite a été validée par le comité d'Histoire en juin 2008. Avant de lancer la mission proprement dite, les deux parties – le comité d'Histoire et Arnaud Berthonnet – ont

⁸ Dans les années 1996-1997, le premier Comité d'histoire du ministère de l'Équipement avait lancé une étude préliminaire sur ce sujet spécifique qui n'a pas abouti à une production. Deux études ont servi de points de départ aux travaux du groupe de recherche : Picon Antoine, Ribeill Georges, Pour un guide de l'histoire de l'administration de l'Équipement, 1993, 204 p. ; Archives de l'Équipement, Etat des versements aux archives nationales, Paris, La documentation française, 1997, 310 p.

⁹ Rapport final du 21 mars 2008, Étude méthodologique préliminaire à une histoire des structures des Directions de l'administration centrale (DAC) du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, Paris-La Défense, décembre 2007-mars 2008, 123 p.

Plan de l'étude et de sa restitution numérique par étape

I - Origine et organisation des structures administratives en charge des champs de compétences dont le MEEDDAT est l'héritier (en 2008)

- * La structuration progressive d'une administration sous la Monarchie (1715-1789)
- * De la Révolution à 1869 : la maturation du système administratif en charge des Travaux Publics

II - De 1870 à 1965 : de l'enracinement d'un ministère des Travaux publics à l'extension des missions de l'État

- * 1870 à 1920 : un ancrage du ministère des Travaux publics dans le paysage administratif
- * 1921 à 1965 : l'extension des missions de l'État et la création de nouveaux ministères, liées aux nouveaux modes de transport et à l'évolution économique et sociale.

III - De 1966 à nos jours : du ministère de l'Équipement au MEEDDAT¹⁰

- * 1966 à 1981 : la structuration d'un grand ministère
- * 1982 à 2007 : des lois de décentralisation à la problématique de l'environnement
- * 2007 à nos jours : mise en place du MEEDDAT et évolution.

convenu de rédiger un cahier des charges détaillant précisément les modalités de réalisation de l'opération sur 24 mois.

Ce cahier des charges qui a fait office de contrat précisait que le but de cette recherche était double d'une part quantitative et, d'autre part, qualitative :



Eugène Rouher (1814-1884), ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics de 1855 à 1863. Il contribue au développement du réseau ferroviaire et, comme partisan du libre-échange, joue un rôle central dans la négociation du traité de commerce avec l'Angleterre en 1860.

- * réaliser une étude historique détaillée sur la longue durée – année par année, de 1830 (puis 1715) à nos jours – de l'organisation des directions, sous-directions, divisions, services où bureaux des ministères étudiés. Les entrées sélectionnées seront accompagnées d'une part, d'encadrés de synthèse et de commentaires explicatifs plus ou moins longs et, d'autre part, de coups de projecteur historique et de biographies des acteurs (ministres, secrétaires d'État et directeurs et personnels de l'administration centrale notamment). Il a été ajouté au traitement de l'ensemble de ses structures les services extérieurs, spécialisées et techniques, les écoles et centres de formation ainsi que les établissements publics, depuis 1966.

- * comprendre les réformes successives et mettre en avant les grandes évolutions des missions au regard des politiques menées, et plus particulièrement depuis la création du ministère de l'Équipement en 1966 et celui du MEEDATT en 2007.

Généalogie exhaustive des structures administratives, biographies des acteurs et premières synthèses historiques constituent les trois piliers de cette histoire administrative numérique.

Le cahier des charges a permis de valider une périodisation de l'étude non seulement nécessaire pour le rendu semestriel des travaux mais également indispensable pour organiser une première réflexion sur le temps long de l'évolution des structures de l'administration (voir ci-dessous)¹¹. La réflexion élaborée dans le cadre de ce premier travail a privilégié une conception de l'information adaptée d'abord à l'outil internet et à ses futurs développements : consultation facilitée des futurs utilisateurs et mise à jour des données simplifiée pour le comité.

¹⁰ Cette troisième partie correspond au 4/5e environ de la mission. Les années 2007 à nos jours n'ont pas encore été traitées.

¹¹ Les ébauches de titres et sous-titres mentionnés ici ne sont pas définitives. Elles sont des propositions aux chercheurs en sciences sociales qui étudieront l'histoire de cette administration sur la longue durée.

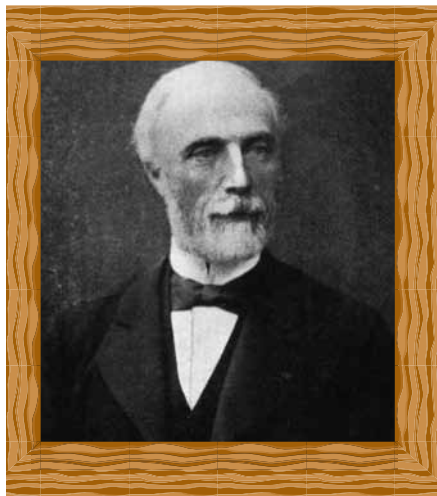
La mission proprement dite : sources et résultats

La mission a été réalisée à partir de l'analyse des trois catégories de sources suivantes¹² :

1/ les principaux textes législatifs et réglementaires, définissant les grands champs de compétences du ou des ministère(s) (annexe 3) et l'organisation des services ;

2/ les sources décrivant les structures administratives des DAC jusqu'au niveau des bureaux, notamment les almanachs et annuaires des ministères étudiés ou encore les *Annales des Ponts et Chaussées* et le *Bottin administratif* ;

3/ les biographies des ministres et secrétaires d'État (1715 à nos jours), des direc-



Charles de Freycinet (1828-1923), ministre des Travaux publics, du 13 décembre 1877 au 28 décembre 1879. Son nom reste attaché à un vaste programme d'équipements ferroviaires et autres, destiné à moderniser le pays.

teurs de l'administration centrale (1966 à nos jours), à partir de dictionnaires, fichiers, répertoires, pré-études et sites internet.

Il s'est agi, dans un premier temps, de réaliser un travail de numérisation de tous les annuaires disponibles des différents ministères qui ont constitué le périmètre étudié de 1715 à nos jours. Ensuite, il a été utilisé un logiciel de reconnaissance de caractères pour traiter page à page la numérisation des annuaires et autres sources. Cette base de données a été enrichie, année par année, des biographies des principaux acteurs de cette histoire, d'encadrés de synthèse et de coups de projecteurs historiques ainsi que d'une chronologie succincte.

Cet ensemble de données a été alors traitée par un webmestre, le Point d'appui national documentaire (PANDOC) du Centre d'études techniques de l'Équipement (CETE) Nord-Picardie. Une application ad hoc du CETE a permis de traiter dans leur intégralité huit années : 1966-1967, 1974, 1982, 1988, 1991-1992, 1998, 2004. Une interface unique de recherche d'informations a été créée à cette occasion qui sera étendue à l'ensemble de l'étude en fonction des crédits budgétaires. Quant aux autres années, elles sont consultables en format et lecture Pdf par grande période¹³ et, à partir de 1966, année par année. Les productions (1715-2006) sont consultables en intranet depuis juin 2010 et pour tous les internautes en mars 2011¹⁴.

Ces quelques chiffres renseignent l'ampleur de l'étude et des éléments historiques la complétant.



Yves Le Trocquer (1877-1938), ministre des Travaux publics dans le premier cabinet Millerand, du 20 janvier 1920 au 29 mars 1924. Il conserve ce ministère quatre ans et demi dans sept gouvernements différents. Son nom reste attaché à la reconstitution des voies de fer, de terre et d'eau des régions libérées.

- ★ La totalité de l'étude représente 5 500 pages en 50 fichiers pdf, soit près de 22 millions de signes.
- ★ Sur les 290 années traitées, de 1715 à 2006, 35 années seulement font défaut, notamment les années 1744-1749, 1914-1920 et 1940-1945. Les raisons du défaut d'annuaires administratifs pendant les deux guerres mondiales n'ont pas été élucidées.
- ★ Les 4/5^e de cette étude en nombre de signes concernent la période 1966 à 2006. Ce chiffre indique le développement progressif de l'administration centrale, notamment à partir de la fin des années 1970.

¹² Consulter l'annexe 2 pour un résumé ou la pré-étude pour l'ensemble des sources utilisées.

¹³ 1715-1753 ; 1754-1805 ; 1806-1829 ; 1830-1870 ; 1871-1999 ; 1900-1920 ; 1921-1945 ; 1946-1965.

¹⁴ www.histoire-dac.developpement-durable.gouv.fr

Annexe 1

- ★ Il a été produit 25 biographies de directeurs entre 1945 et 1965 et 130 pour la période 1966 et 2006. Tous les ministres et secrétaires d'État ont leur biographie écrite de 1804 à 2006 et il sera rajouté au cours de l'année 2011 celles des années 1715 à 1803.
- ★ Chaque année traitée à une petite chronologie et des encadrés ou coups de projecteurs historiques.

Ces données numérisées constituent une archive indispensable pour quiconque s'intéresse à l'histoire de l'administration centrale d'un tel ministère tricentenaire dans sa constitution initiale.

Au premier semestre 2011, la mission se poursuit dans le même cadre méthodologique et de production des documents avec l'étude du ministère de l'Environnement de 1971 à 1978 et de 1992 à 2005, du ministère de l'Aménagement du territoire de 1962 à 2005, de la DATAR de 1963 à 2005 et du ministère du Tourisme ou commissariat au Tourisme en 1966, 1970 et de 1975 à 1992. Il a été décidé également de traiter la période 1715 à 1752, à partir des almanachs royaux malgré quelques exemplaires lacunaires.

Au cours de cette mission d'économie de la connaissance se sont posées de nombreuses questions de méthode d'approche du sujet et de traitement de l'information : choix opérés, passage de l'étude au développement d'un site internet spécifique, écriture de l'histoire pour l'internet, implication d'un ministère dans une telle mission d'économie de la connaissance, coût et moyens humains pour réaliser cette étude, guide méthodologique de relecture des données re-

cueillies, hébergement et maintenance du site, enrichissement et valorisation de l'étude, etc.

En s'appuyant sur cette étude et des résultats obtenus, il s'agit maintenant pour le comité d'Histoire associé à Arnaud Berthonnet d'aller plus loin dans la réflexion et la valorisation de ce travail pionnier en France en matière de numérisation et de production de données historiques et administratives stratégiques. Les universitaires et chercheurs ont en consultation libre les matériaux leur permettant de mettre en perspective et d'écrire l'histoire administrative et l'évolution dans la longue durée de ce grand ministère.

Cette masse de donnée historiques doit permettre de comprendre les changements dans les structures de l'administration centrale. Les pistes à approfondir sont nombreuses : l'environnement politique du ou des ministères, les contextes technique, économique et sociale, les résistances bureaucratiques au changement, les intérêts corporatistes, la composition des cabinets ministériels, le rôle des acteurs notamment des directeurs, la création de commissariat, comité, commission, inspection, service d'études, le développement des services extérieurs, etc.

Dans le même temps, il est essentiel de valoriser cette recherche par des articles et des interventions dans des journées d'études, symposiums, conférences et colloques en attente prochaine de pouvoir la mettre en perspective et en parallèle à de tels projets nouveaux de ce

Périmètre de l'étude (1715 à nos jours)

★ Bâtiment du Roi et Direction des Ponts et Chaussées (1715-1805)

■ Cette administration est rattachée à différents ministères et son appellation change selon les années.

★ Ministère de l'Intérieur - Direction des Ponts et Chaussées (1806-1815)

★ Ministère de l'Intérieur - Direction générale des Ponts et Chaussées, et des Mines (1816-1830)

★ Ministres et secrétaire d'État des Travaux publics (1830-1965)

■ Plusieurs appellations : *ministère du Commerce et des Travaux publics, ministère de l'Intérieur, Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce, etc.*

★ Ministres et secrétaire d'État aux Transports (1916-2008)

★ Ministres et secrétaire d'État à l'Énergie (1919-1993)

★ Ministre et secrétaires d'État aux Logement (1925-2008)

★ Ministres et secrétaires d'État au Tourisme (1930-2008)

★ Ministres et secrétaires d'État à la Reconstruction, à l'Urbanisme et au Logement (1940-1958)

★ Ministres et secrétaire d'État de la Construction (1958-1986)

★ Ministres de l'Équipement, du Logement, du Plan et de l'Aménagement du territoire (1957-2007)

★ Ministres et secrétaires d'État à l'Aménagement du territoire (1962-2005)

★ Ministres et secrétaires d'État de l'Environnement, de la Qualité de vie, du Cadre de Vie, de la Protection de la

nature, de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs (1971-2008)

- ★ Ministres et secrétaires d'État chargés des Grands travaux (1988-1992)
- ★ Ministres et secrétaires d'État chargés de la Ville (1990-2008)
- ★ Ministres et secrétaire d'État à la Marine et à la Marine marchande (1789-1958)
- ★ **Ministres et Secrétaires d'État à la Mer (1981-2007)**

* Tous les ministères listés ci-dessus n'ont pas encore été traités dans leur ensemble. En gras, ceux qui ont été traités en totalité.

Annexe 2

Instruments de travail

Almanachs, Annuaire, Annales, Bottins :

- ★ *L'Almanach royal* (1703-1792), *national* (1793-an XII), *impérial* (an XIII-1815), *royal* (1816-1830), *royal et national* (1831-1847), *national* (1848-1852), *impérial* (1853-1870), *national* (1871-1913).

L'Almanach donne la composition de tous les départements ministériels de l'État ainsi que leurs attributions et le nom des hauts fonctionnaires qui en font partie.

- ★ *Annuaire du corps royal, national et impérial des ponts et chaussées*, 1754-1805 (sauf 1757, 1776, 1778, 1788, 1790) ; fascicules dactylographiés. (Fonds Richard).
- ★ *Annuaire des Ponts et Chaussées, ports maritimes, architecte civile, hydraulique et géométrique...*, par Houart, 1804-1805.
- ★ *Annuaire du corps impérial [puis royal] des ponts et chaussées [Annuaire du corps royaux des ponts et chaussées et du corps royal des mines]* (1806-1831).
- ★ *Annuaire du corps impérial des Ponts et Chaussées, 1806 à 1813* ; Paris, Gœury,

Librairie des ingénieurs et de l'École impériale des Ponts et Chaussées, quai des Augustins, n° 41.

- ★ *Annuaire du corps royal des Ponts et Chaussées pour les années 1814 et 1815*, Paris, Gœury, Librairie des ingénieurs et de l'École royale des Ponts et Chaussées, quai des Augustins, n° 41.

★ *Annuaire du corps royal des Ponts et Chaussées et du corps royal des Mines, 1816 à 1829*, Paris, Gœury, puis Carilian-Goeury (à partir de 1821), Librairie des ingénieurs et de l'École royale des Ponts et Chaussées, et de l'École royale des Mines, quai des Augustins, n° 41.

- ★ *Annuaire du ministère des Travaux publics (du Commerce et de l'Agriculture), (des travaux publics, des Postes et Télégraphes), du ministère de la construction, du ministère de l'Équipement, etc.*, (1838 à 2004).

★ *Annales des Ponts et Chaussées* (1831), pas de publication de 1971 à 1977

- ★ *Bottin administratif* (1942-) Parution annuelle, le bottin administratif indique la composition et l'organisation de l'ensemble de l'administration française. Il est complété par une table alphabétique des personnes.

Biographies des ministres, secrétaires d'État, préfets, parlementaires, directeurs de l'administration centrale : dictionnaires, fichiers, répertoires, sites internet

- ★ Antonetti Guy, *Les ministres des Finances de la Révolution française au Second Empire*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007, 624 p.
- ★ Bargeton René, *Dictionnaire biographique des préfets, septembre 1870-mai 1982*, Paris, Archives nationales, 1994, 555 p.

★ Brunot André et Coquant Roger, *Le corps des Ponts et Chaussées*, Paris, Editions du CNRS, 1986, 915 p.-Coronio Guy (sous la direction de), *Deux cent cinquante ans de l'école des ponts en cent portraits*, Presses de l'ENPC, 1997.

- ★ Coston Henry (sous la direction de), *Dictionnaire de la politique française*, Paris, Henry Coston, tome 1 1967, 1 088 p. ; tome 2 1972, 782 p. ; tome 3 1979, 782 p. ; tome 4 1982, 735 p.

★ Jolly Jean (sous la direction de), *Dictionnaires des parlementaires français de 1889 à 1940*, Paris, 1960-1977, 8 volumes.

★ Robert Adolphe, Bourloton Edgar et Cougny Gaston (sous la direction de), *Dictionnaires des parlementaires français depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889...* Paris, Bourloton, 1889-1891, 5 volumes.

- ★ Simon Jean et Becarud Jean (sous la direction de), *Dictionnaires des parlementaires français de 1940 à 1958*, Paris, La Documentation française, 3 volumes, parus en 1988, 1992 et 1994.

★ Tarbé de Saint-Ardouin, *Notices biographiques sur les ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis la création du corps en 1716, jusqu'à nos jours*, Paris, Baudry, 1884.

- ★ Yvert Benoît (sous la direction de), *Dictionnaire des ministres 1789-1989*. Paris, Perrin, 1990, 1 028 p.

★ *Notices et portraits, Sénat, Chambre des députés, Assemblées nationale (1900-1988)*. Voir Bibliothèque du comité d'Histoire USD/N 1900S à 1988D

- ★ *Les gouvernements et les assemblées parlementaires sous la IV^e République 1958-1974*, Paris, Assemblée nationale, 1996, 106 p.

★ *Les gouvernements et les assemblées parlementaires sous la IV^e République 1975-1995*, Paris, Assemblée nationale, 1996, 106 p.

★ *Les ministres des Finances de la Révolution française au Second Empire*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007, 624 p,

★ *Who's who in France*, Dictionnaire biographique (1953-).

Internet :

★ *Parlementaires français (1789 à 1889) et (1940 à 1958) :*

www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/index.asp

★ *Sénateurs :*

www.senat.fr/elus.html

★ *Les ministres des Finances de 1790 à 1848 :*

www.comite-histoire.minefi.gouv.fr/editions_en_ligne/les-ministres-des-finances-de-/

★ *Les ministres de l'Instruction publique depuis 1802 à 2004 :*

www.inrp.fr/she/ministres.htm#liste

Sur les ingénieurs des Ponts et Chaussées :

★ *Annales des Ponts et Chaussées.*

★ *PCM*, rubriques nécrologiques.

★ Le fichier *Richard* de la bibliothèque de l'École Nationale des Ponts et Chaussées. *Ce fichier regroupe sous forme de classeurs des notices biographiques sur les ingénieurs des Ponts et Chaussées des XVIII^e siècle et XIX^e siècle.*

Base de données historiques :

★ *Gouvernements et présidents des assemblées parlementaires :*

www.assembleenationale.fr/gouv_parl/index.asp



Arche de la Défense et la Tour Pascal. ©Arnaud Berthonnet

Annexe 3

Les principaux champs de compétences des ministères étudiés par grande période

Des origines à 1869

Bâtiments du Roi - Ponts et Chaussées - Surintendant - Voierie - Navigation et Commerce - Finances - Intérieur - Travaux Publics - Marine et colonies - Marine militaire.

De 1870 à 1965

Travaux publics - Commerce - Ponts et Chaussées - Mines - Monuments publics - Bâtiments civils - Agriculture - Ravitaillement - Transports - Communications - Aéronautique - Transports aériens - Marine marchande - Reconstruction - Construction - Urbanisme - Tourisme - Aviation civile - Logement

- Habitation - Reconstitution nationale - Approvisionnement - Habitat - Plan - Mer - Energie - Industrie.

De 1966 à nos jours

Équipement - Environnement - Écologie - Développement durable - Protection de la nature - Transports - Aménagement du territoire - Mer - Tourisme - Urbanisme - Logement - Voies navigables - Transports routiers - Transports fluviaux - Mer - Espace - Ville - Politique de la ville - Cadre de vie - Qualité de la vie - Temps libre - Commerce extérieur - Artisanat - P et T - Industrie - Reconversions - Plan - Énergie - Collectivités territoriales - Grands travaux - Prévention des risques technologiques et naturels majeurs. ★